

Colloque International sur l'Éducation

Gouverner l'école aux Suds: Politiques, acteurs et pratiques

5, 6 et 7 février 2015, Bordeaux, France

Les Afriques dans le Monde (LAM), Institut d'Études Politiques de Bordeaux

Le colloque final de l'ANR MOPRACS (« Modèles, pratiques et cultures scolaires en Afrique de l'Ouest » 2012-2015)¹ organisé à Bordeaux en 2015, propose d'interroger les profondes mutations que les secteurs éducatifs des pays du Sud ont connu au cours des quinze dernières années. L'adoption d'un agenda international centré sur l'accès universel à une éducation primaire de qualité dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement a significativement modifié les formes et la nature du gouvernement de l'école.

L'enchâssement des politiques publiques d'éducation dans les programmes internationaux de développement détermine un nouveau paradigme éducatif qui demande à être interrogé. Les programmes décennaux sectoriels, fixant les orientations et les priorités nationales, découlent des documents stratégiques de réduction de la pauvreté qui conditionnent l'accès à l'aide internationale des pays les plus pauvres. La définition d'objectifs chiffrés, qui ont valeur de conditionnalités, englobe à la fois l'agenda éducatif (ses priorités et orientations), la nature des relations entre les différents acteurs impliqués et enfin les formes de régulation et de pilotage caractérisées par l'hégémonie des procédures bureaucratiques et des normes quantifiables. Ceci a pour conséquence une homogénéisation apparente des espaces éducatifs dans les Suds ainsi que leur déploiement en dehors et au-delà du seul cadre étatique. L'Etat et son administration sont des acteurs privilégiés de l'éducation mais ils agissent et interagissent désormais avec une grande diversité d'acteurs (bailleurs internationaux, ONG, acteurs religieux, collectivités locales, etc.) tant au niveau de l'énonciation que de la mise en œuvre des politiques publiques d'éducation.

Au-delà des injonctions définies par les priorités de l'aide internationale, ou de façon plus prosaïque par des cadres de procédures, que se passe-t-il à l'échelle de l'école d'un village ou d'une municipalité ? Et à l'autre bout de la chaîne, comment sont prises les décisions qui donnent aux systèmes éducatifs leurs grandes orientations réformatrices (curricula, redoublements, scolarisation des filles, recrutement des enseignants) ? Comment enfin s'articulent ces deux extrémités et les différents niveaux intermédiaires ?

C'est précisément la question de la direction de l'école au sens large - à laquelle renvoie le verbe « gouverner » - que ce colloque soulève. Il s'agit de se demander comment « marche » l'école dans les pays des Suds ; dans quelle(s) et sous quelles(s) directions ? Cette interrogation renvoie à la fois aux orientations et aux buts des institutions scolaires qui varient suivant les acteurs concernés et qu'il s'agira de clarifier. Elle porte aussi sur le jeu des différents acteurs et forces qui structurent et organisent les espaces d'éducation aux niveaux local, national et international. Comment les impulsions du gouvernail se transmettent et se répercutent à tous les niveaux, jusque dans les salles de classe ; comment cheminent-elles à travers les canaux administratifs ; quelles en sont les chaînes de traduction ? Quels processus, acteurs et mécanismes gouvernent au final l'école dans les pays des Suds ?

La dimension comparative du colloque vise à faire ressortir les permanences et les ruptures des dynamiques éducatives à l'échelle des pays des Suds; les facteurs d'homogénéité et d'hétérogénéité, ainsi que les marges de manœuvre dont disposent ou non les Etats. Sont-ils tous exposés de la même manière à ces dynamiques réformatrices ? Comment celles-ci se traduisent-elles selon les régions, selon les contextes politiques et économiques, mais aussi selon la spécificité des trajectoires éducatives nationales ? Ces questions pourront être abordées à travers plusieurs axes articulés autour des politiques, des acteurs et des pratiques.

Les **politiques éducatives** mises en œuvre dans les pays des Suds permettent d'observer les combinaisons originales articulant jeux et enjeux locaux, nationaux et internationaux. Les différents espaces de production et de négociation de ces politiques (services de l'administration centralisée et/ou décentralisée, revues sectorielles, arènes internationales) sont autant d'espaces d'analyse féconds pour comprendre les phénomènes de « transmission » des politiques scolaires et appréhender le sens de l'école. Les analyses longitudinales de ces politiques à travers l'étude des processus réformateurs - de leur énonciation aux modalités de leur mise en œuvre - sont également utiles pour éclairer le débat sur la nature globale ou

¹ <http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/mopracs/>

internationale de ces réformes (méthodes d'apprentissage, prise en compte du genre, formation et recrutement des enseignants, etc.). On pourra enfin interroger la manière dont la palette élargie de l'offre éducative - privée, publique, laïque, confessionnelle, communautaire ou internationale - est articulée par les pouvoirs publics et soumise aux dynamiques réformatrices.

Les acteurs du secteur de l'éducation sont également au cœur de notre questionnement. Au-delà des acteurs traditionnels (enseignants, élèves, parents d'élèves, développeurs, cadres administratifs, syndicats, ONG, etc.), les contributions proposées pourraient s'intéresser à d'autres figures émergentes (entrepreneurs privés, communautés, groupes religieux, think tanks, experts nationaux et internationaux, bailleurs en provenance des pays émergents, etc.). Il s'agira également de souligner les positionnements, les trajectoires et les circulations d'acteurs entre les différents espaces locaux, nationaux et internationaux - et les types d'actions et d'interactions que ceux-ci suscitent. La diversification des acteurs influence directement les modes de financement de l'éducation. L'affirmation de nouvelles structures dans ce secteur, comme les fondations privées ou les fonds mondiaux, et leurs liens avec les Etats et les ONG (partenariats publics/privés, décharge, etc.) définissent de nouveaux rapports de pouvoirs qui doivent être interrogés. La question de la production de connaissances sur l'éducation dans un contexte international, qui reflète et infléchit à la fois les politiques éducatives pourra également être abordée sous l'angle de la diversification des acteurs. Le poids grandissant de l'expertise face à la recherche universitaire ou encore le rôle des think tank publics et privés ainsi que l'affirmation des disciplines et approches quantitatives contribuent également à dessiner une nouvelle géographie de la gouvernance mondiale de l'éducation, étroitement liées à ses formes de financement, qui sont au cœur de nos interrogations.

De la diversité des acteurs découle la **diversité des pratiques**. L'analyse des « arts de faire » et des pratiques quotidiennes des acteurs - que ce soit au niveau des salles de classes, à travers des ethnographies des quotidiens scolaires, ou dans des cadres institutionnels (bureaux, agences nationales et internationales) permettrait de mettre en évidence l'enracinement de ces pratiques dans des cultures spécifiques mais également les formes de négociations et de bricolages qui sont au cœur de l'action publique (de Certeau 1980, xl).² Un tel processus conduit à explorer les marges, les zones d'ombres, les pratiques ordinaires rendues invisibles par leur banalité qui permettent précisément de mesurer les écarts entre les institutions scolaires telles qu'elles sont représentées et imaginées par les experts et les technocrates nationaux et internationaux sur la base d'indicateurs et de statistiques et la réalité de leur fonctionnement quotidien.

Le colloque se veut résolument pluridisciplinaire, et les propositions de différentes disciplines (anthropologie, économie, histoire, sciences de l'éducation, sciences politiques, sociologie, etc.) seront examinées avec attention. Le terme « école » fait principalement référence à l'éducation de base (enseignement primaire et secondaire) - cible des OMD - mais ne se limite pas aux écoles formelles.

Calendrier et modalités de soumission des propositions

Les résumés de 500 mots en anglais ou en français, devront préciser les méthodes de recherche et d'analyse; priorité sera donnée aux propositions basées sur des sources originales (terrain récent, archives). Les résumés sont attendus pour le 20 juin 2014. Les textes définitifs devront parvenir aux organisateurs du congrès fin décembre 2014. Les langues du colloque sont le français et l'anglais.

Contact: moprac2015@sciencespobordeaux.fr

Responsables colloque : Hélène Charton (LAM/CNRS), Sarah Fichtner (LAM) et Clothilde Hugon (LAM)

Comité scientifique: Kathryn ANDERSON-LEVITT (UCLA); Robert ARNOVE (Indiana University Bloomington); Thomas BIRSCHENK (Johannes Gutenberg-Universität Mainz); Marie BROSSIER (Université Laval); Hélène CHARTON (CNRS/LAM, Bordeaux); Ioana CIRSTOCEA (Université de Strasbourg); Dominique DARBON (IEP- Bordeaux); Hansjörg DILGER (Freie Universität Berlin); Sarah FICHTNER (IEP Bordeaux/LAM); Nolwen HENAFF (IRD); Elisabeth HOFMANN (Bordeaux 3/LAM); Clothilde HUGON (IEP Bordeaux/LAM); Anneke NEWMAN (University of Sussex); Boubacar NIANE (Fastef UCAD, Dakar); Marc PILON (IRD); Ana-Christina PIRES- FERREIRA (Université du Cap-Vert); Mahaman TIDJANI ALOU (Lasdel/Université Abdou Moumouni de Niamey); Annie VINOKUR (Université Paris-X Nanterre).

² de Certeau Michel, 1980, *L'invention du quotidien I, Arts de faire*, Paris Gallimard.